

Juan Manuel Santos demande à Biden de barrer Cuba de la liste des pays «voyous»



La Havane, 4 février, (RHC).- L'ex-président colombien et Prix Nobel de la Paix, Juan Manuel Santos, a demandé mardi au président Joe Biden de révoquer la désignation de Cuba comme « État qui parraine le terrorisme ».

La demande de Juan Manuel Santos est soutenue par le groupe de dirigeants mondiaux réunis au sein de l'organisation The Elders.

L'administration Trump a inscrit Cuba sur la liste noire du département d'État à la dernière minute. La mesure entrave la reprise de la politique de rapprochement entre Washington et La Havane, telle que prévue par le président démocrate.

«Je rejette sans équivoque la décision de l'administration nord-américaine précédente de désigner à nouveau Cuba comme un État soutenant le terrorisme. Le président Biden devrait immédiatement entamer un processus de révision pour révoquer cette décision», souligne Juan Manuel Santos dans une déclaration publiée par The Elders, l'organisation fondée par le Sud-Africain Nelson Mandela en 2007.

«Il faut applaudir Cuba pour le rôle crucial qu'elle a joué en aidant à mettre fin à des décennies de conflit et à faciliter la réconciliation en Colombie, et non pas subir des sanctions pour l'avoir fait. Les pays qui facilitent les processus de paix méritent nos remerciements et notre reconnaissance».

Il a ainsi fait allusion à l'accord qu'il a conclu fin 2016 avec l'ancienne guérilla des FARC, aujourd'hui désarmée et transformée en parti politique.

La Colombie est au moins partiellement à l'origine de la décision contre Cuba. Le secrétaire d'État sortant, Mike Pompeo, a justifié les démarches préalables à sa décision le 11 janvier, quelques jours avant l'investiture de Biden, en partie suite à une demande répétée du gouvernement d'Ivan Duque, le successeur de Santos. Bogota est irrité par le refus de La Havane d'extrader un groupe de commandants de l'Armée de libération nationale (ELN), le dernier groupe de guérilla actif en Colombie. Comme elle l'avait déjà fait avec les FARC, l'île a accueilli les négociations du gouvernement du pays andin avec l'ELN, qui ont été rompues en janvier 2019 après l'attaque des rebelles d'une école de cadets à Bogota. Cuba a refusé de rendre les négociateurs de la paix à Bogota en vertu des protocoles de rupture signés par l'État colombien.

La Norvège, l'autre pays garant des pourparlers, a déclaré que si les pays qui facilitent les efforts de paix risquent de se retrouver sur la liste noire des commanditaires du terrorisme, ils réfléchiront à deux fois avant de soutenir ces efforts. En tant que vice-président de Barack Obama, Biden était à l'époque un fervent partisan des pourparlers dits de La Havane, et la nouvelle administration a fait de la paix colombienne l'une de ses priorités dans la région.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/246668-juan-manuel-santos-demanda-a-biden-de-barrer-cuba-de-la-liste-des-pays-voyous>



Radio Habana Cuba